

Le 7 février 2022

umq.qc.ca   

# Demandes prébudgétaires 2022-2023 de l'Union des municipalités du Québec

Présentation dans le cadre des consultations prébudgétaires du ministre des Finances du Québec, M. Eric Girard

# Contexte : Municipal d'abord

- Les deux dernières années ont démontré une fois de plus comment une crise exacerbe les inégalités, en fragilisant le tissu social et économique d'une communauté.
- La crise sanitaire a mis en exergue plusieurs enjeux qui existaient bien avant la pandémie, mais qui se sont complexifiés ou redéfinis au cours des derniers mois.
  - Le dossier du logement en est un exemple criant, alors qu'un sondage CROP de janvier 2022 révèle que 3 Québécois sur 4 se disent inquiets quant à la possibilité de retrouver un logement selon leur budget et leurs besoins.
- Parce que les répercussions des grands enjeux de l'heure se font ressentir en premier lieu au niveau local, les solutions se trouvent d'abord et avant tout au municipal.
- Pour y répondre, les municipalités doivent avoir en main des leviers financiers forts et structurants pour faire face aux réalités d'aujourd'hui.

# Contexte : Une reprise économique forte

- L'UMQ se réjouit des nouvelles positives annoncées dans la mise à jour économique et financière du gouvernement du Québec du 25 novembre 2021, notamment que :
  - « La croissance économique devrait atteindre 6,5 % cette année, une hausse de 2,3 points de pourcentage comparativement aux prévisions du budget de mars 2021. » (Ministère des Finances, 2021)
  - « Le déficit budgétaire pour cette année est maintenant évalué à 6,8 milliards de dollars après le versement des revenus consacrés au Fonds des générations, soit 5,4 milliards de dollars de moins qu'anticipé. » (Ministère des Finances, 2021)
- Il faudra toutefois rester attentif à l'impact économique de la cinquième vague de la COVID-19 et de la situation épidémiologique des prochains mois.
- En ce sens, les recommandations présentées par l'UMQ permettront de mettre toutes les chances de notre côté pour minimiser les impacts de la crise sur l'économie de l'ensemble des régions du Québec.

# Contexte : Enjeux posés par le manque de diversification des revenus des municipalités

- Les municipalités sont dépendantes de l'impôt foncier alors qu'elles en tirent près de 70 % de leurs revenus. Elles se retrouvent dans une impasse fiscale étant donné la tendance à la baisse de la croissance anticipée de ces revenus causée notamment par :
  - L'augmentation importante des ventes en ligne au cours des dernières années, qui a culminé avec la pandémie. Ce phénomène fait en sorte que la croissance économique ne se traduit plus en croissance de pieds carrés comme par le passé, et la taille des espaces commerciaux s'en voit réduite.
  - L'effritement de la base fiscale manufacturière en pourcentage de la taille de l'économie.
  - Les changements démographiques qui font en sorte que le secteur résidentiel ne sera plus un moteur de croissance foncière. Effectivement, il est anticipé que les mises en chantier diminueront de 40 % d'ici 15 ans.
- En concertation avec le gouvernement du Québec, il faudra continuer d'évaluer les opportunités de diversification des sources de revenus des municipalités.

## Contexte : Cinq thèmes prioritaires

- Les 20 demandes prébudgétaires qui suivent ont été formulées dans le contexte où les effectifs, la connaissance du milieu et la structure des municipalités les positionnent comme des institutions qui, avec le financement nécessaire, ont tous les outils pour répondre aux enjeux les plus importants.
- Les demandes sont rassemblées sous 5 thèmes prioritaires :



Habitation et logement



Aménagement du  
territoire et  
infrastructures



Changements  
climatiques



Développement  
économique et  
régional



Sécurité publique

# Habitation et logement



# Logement social et abordable



## Contexte :

- Alors que le modèle de développement du logement social et abordable fondé sur le programme AccèsLogis et l'aide à la personne rencontraient des limites importantes, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de réaliser une révision complète des programmes en habitation en complément de l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en habitation.
  - Dans le cadre de cette réforme, l'UMQ considère que, pour faire face à la pénurie de logements affectant toutes les régions, il est important de poursuivre la construction de logements sociaux pour venir en aide aux ménages les plus vulnérables.
- Le Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) annoncé le 3 février 2022 vise à agir sur la pénurie de logements abordables en finançant la construction de jusqu'à 2200 logements d'ici 2027.
- L'UMQ toutefois estime qu'une action beaucoup plus importante sera nécessaire pour répondre aux besoins.

## Recommandations :

- Déployer une nouvelle programmation de 4 500 nouveaux logements sociaux par année par un nouveau programme de développement de logement social.
- Soutenir les municipalités et différents organismes du domaine de l'habitation pour que 13 400 logements abordables supplémentaires par année soient rendus disponibles à la population en garantissant leur abordabilité à long terme.
- Continuer d'améliorer l'agilité des paramètres des programmes québécois en habitation (ex. AccèsLogis, PHAQ, Réno-Région) pour permettre l'accès aux sommes budgétées.

# Aménagement du territoire et infrastructures





# Politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire



## Contexte :

- Le gouvernement du Québec adoptera la Politique nationale d'architecture et d'aménagement du territoire (PNAAT) au printemps 2022.
- Il sera essentiel que la PNAAT soit accompagnée d'un engagement financier gouvernemental qui permettra la réalisation des actions qui y sont contenues. Il sera nécessaire d'appuyer la réalisation d'actions concrètes par les meilleurs joueurs afin que ceux-ci puissent être les fers-de-lance du changement de culture de l'aménagement du territoire souhaité par le gouvernement du Québec, les municipalités et la société civile.

## Recommandations :

- Mettre en place un programme phare, financé à hauteur de 100 M\$ par année, et ce, pour une durée de trois ans, qui soutiendra des projets structurants et stratégiques (ex. : décontamination de terrains dans un centre-ville, financement d'infrastructures vertes) pour appuyer les municipalités dans la mise en œuvre des orientations qui seront comprises dans la PNAAT.
- Prévoir dans ce programme un volet complémentaire pour l'accompagnement des municipalités par des professionnels de l'aménagement.

# Patrimoine culturel bâti



## Contexte :

- Le financement prévu pour le Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier (51,6 M\$ sur 3 ans) a rapidement été considéré comme insuffisant, alors que le gouvernement a dû annoncer une bonification du programme de 21,6 M\$ à la fin de 2020.
  - Malgré sa popularité, la date de fin de ce programme est fixée au 31 mars 2022 et aucun renouvellement n'a été annoncé pour le moment.
- De plus, le programme actuel ne prend pas en compte les immeubles dont l'intérêt patrimonial est reconnu dans un inventaire d'une municipalité ou d'une MRC, mais dont la valeur n'est pas considérée comme supérieure.
- Enfin, tel que mentionné dans le rapport sur la *Sauvegarde et valorisation du patrimoine immobilier* du Vérificateur général du Québec publié en 2020, il y a un besoin de soutien financier pour inciter les propriétaires privés à prendre les mesures nécessaires pour protéger et entretenir leurs immeubles patrimoniaux.

## Recommandations :

- Bonifier et pérenniser le Programme de soutien au milieu municipal en patrimoine immobilier, à hauteur de 70 M\$ par an.
  - Ajouter au programme un volet pour les immeubles dont l'intérêt patrimonial est reconnu dans un inventaire d'une municipalité ou d'une MRC, mais dont la valeur n'est pas considérée comme « supérieure ».
- Création d'un crédit d'impôt pour les rénovations patrimoniales, sur le modèle du crédit d'impôt RénoVert, afin de soutenir et d'encourager les propriétaires privés à réaliser les travaux nécessaires à la préservation de leur immeuble patrimonial.

# Infrastructures récréatives et sportives



## Contexte :

- Après presque deux ans de pandémie, le constat est sans appel : les infrastructures de loisirs municipales, qu'elles soient récréatives ou sportives, sont devenues plus que des incontournables dans les communautés pour assurer la santé mentale et physique des Québécoises et des Québécois.
- Le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS), financé conjointement par les gouvernements du Canada et du Québec et mis en place à l'été 2018, s'est avéré insuffisamment utile puisque les projets déposés totalisaient 1,5 G\$ alors que l'enveloppe disponible s'élevait à 294 M\$.
  - De plus, 5 demandes de financement sur 6 avaient été rejetées à la suite de l'appel de projets.
  - L'annonce de l'investissement de 125 M\$ au Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique, pour accroître l'accessibilité des installations sportives et récréatives, lors du dépôt du budget 2021-2022, avait été jugée insuffisante par l'UMQ pour répondre à l'ensemble des besoins.

## Recommandations :

- Reconduire le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives (PAFIRS) et le financer à hauteur de 300 M\$/an pendant 5 ans pour permettre la construction, l'aménagement, la mise aux normes ou la rénovation d'installations sportives et récréatives dans l'ensemble des régions du Québec;
  - Prévoir un volet pour les projets structurants par la mise en place d'un montant d'investissement plancher de 5 M\$.

# Infrastructures aéroportuaires régionales



## Contexte :

- Le Programme d'aide québécois pour les infrastructures aéroportuaires régionales (PAQIAR) soutient les propriétaires et exploitants d'aéroports, incluant les municipalités propriétaires, dans la réalisation de divers projets et dans l'acquisition d'équipements nécessaires à l'exploitation d'un aéroport.
- Le PAQIAR a été mis en place afin de soutenir les infrastructures aéroportuaires à la suite de la diminution de l'achalandage et autres conséquences engendrées par la COVID-19, car le transport aérien régional est un levier fondamental du développement économique régional. Le Québec traverse actuellement une cinquième vague de la pandémie et un retour à la normale n'est certes pas prévu pour longtemps.
- Le programme actuel a cessé d'accepter de nouvelles demandes en date du 31 octobre 2021 et le programme prend officiellement fin le 31 mars 2022.

## Recommandations :

- Reconduire le Programme d'aide québécois pour les infrastructures aéroportuaires régionales (PAQIAR) avec un financement de 100 M\$ sur 2 ans afin de permettre aux aéroports qui offrent des services aéroportuaires essentiels et contribuent à l'offre de transport aérien en région, de continuer de bénéficier d'un soutien financier accru afin d'assurer la pérennité et le développement du réseau aéroportuaire québécois.

# Changements climatiques



# Financement du transport collectif



## Contexte :

- Dès le début de la pandémie, le gouvernement du Québec a aidé les municipalités à faire face à l'effondrement de l'achalandage du transport collectif. Malheureusement, la pandémie perdure et malgré une optimisation du service, des organismes publics de transport en commun (OPTC) éprouvent de la difficulté à équilibrer leurs budgets en raison de la baisse d'achalandage qui persiste. La baisse des revenus issus de la tarification met en péril le maintien de l'offre de transport collectif
- Une étude réalisée en début 2022 par RCGT évalue que le manque à gagner au niveau des recettes tarifaires des OPTC lié à la baisse significative de l'achalandage et aux dépenses supplémentaires liées à la pandémie (ex. nettoyage ou sécurité supplémentaire) pourrait atteindre 643 M\$ pour les années 2022 et 2023, soit 321,5 M\$ par année en moyenne.
- L'aide reçue par les OPTC selon l'enveloppe initiale du Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes (PAUTC) s'élevait à près de 1,3 G\$. De ce montant, plus de 1 G\$ a déjà été utilisé pour les années 2020 et 2021, laissant un solde disponible de 218 M\$.
- En novembre 2021, le gouvernement du Québec a annoncé une aide additionnelle de 100 M\$ à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). L'Union s'attend à ce que cette aide sera versée entièrement.

## Recommandations :

- Assurer le financement des opérations du transport collectif jusqu'à ce que l'achalandage revienne à la normale avec un financement total de 325 M\$ pour les années 2022 et 2023.
- Appuyer opérationnellement les municipalités qui en font la demande dans l'utilisation de leurs pouvoirs écofiscaux en permettant l'instauration d'une taxe sur l'immatriculation en facilitant la collaboration avec la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

# Adaptation aux changements climatiques (1 de 2)



## Contexte :

- Le Programme des bâtiments communautaires verts et inclusifs d'Infrastructure Canada vise « l'amélioration de l'efficacité énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'augmentation de la résilience climatique des bâtiments communautaires ».
- Pour l'ensemble du Canada, jusqu'à 860 M\$ sont disponibles pour des projets de rénovation, ainsi que plus de 430 M\$ pour construire de nouveaux bâtiments.
- Les municipalités québécoises, bien qu'admissibles à ce programme, doivent présentement attendre qu'une entente soit conclue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada afin de pouvoir bénéficier de ce financement.

## Recommandations :

- Rendre accessibles aux municipalités du Québec les sommes prévues au Programme des bâtiments communautaires verts et inclusifs annoncé par le gouvernement du Canada.

# Adaptation aux changements climatiques (2 de 2)



## Contexte :

- Des travaux de surdimensionnement des infrastructures doivent parfois être réalisés par les municipalités afin de prendre en compte une augmentation des précipitations de pluie liée aux changements climatiques.
- Toutefois, ces travaux ne sont pas admissibles aux programmes du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), à l'exception du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU).

## Recommandations :

- Rendre admissibles les travaux de surdimensionnement nécessaires en fonction des changements climatiques dans les programmes de subvention du MAMH.



# Développement économique et régional



# Pénurie de main-d'œuvre (1 de 2)



## Contexte :

- La pénurie de main-d'œuvre continue de prendre de l'ampleur au Québec avec plus de 238 000 postes vacants au troisième trimestre de 2021.
- Cet enjeu nuit au développement économique du Québec, sans compter que les tendances démographiques défavorables dues au vieillissement de la population et à une croissance relativement faible de la population risquent d'exacerber le phénomène.
  - Effectivement, depuis 2011, la population de l'Ontario a augmenté de 15,4 % tandis qu'au Québec, la hausse n'a été que de 8,9 %. Pendant cette même période, la population québécoise âgée de 25 à 54 ans a d'ailleurs chuté en raison du vieillissement de la population.
- Dans ce contexte, il est primordial d'augmenter le bassin de travailleuses et de travailleurs disponibles afin d'améliorer le niveau de vie des Québécois et de préserver les services publics offerts à la population.

## Recommandation :

- Bonifier le crédit d'impôt pour prolongation de carrière afin de retenir et de ramener les employés expérimentés au travail.

# Pénurie de main-d'œuvre (2 de 2)



## Contexte :

- La pénurie de main-d'œuvre que connaît actuellement le Québec frappe d'autant plus les régions, où les conséquences du vieillissement de la population se font sentir plus qu'ailleurs.
- Selon les dernières statistiques publiées par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), Montréal et la région métropolitaine constituent le principal pôle d'attraction des personnes immigrantes.
  - En effet, plus de 70 % d'entre elles font le choix de s'y installer. Pourtant, c'est aussi dans cette même région que les personnes immigrantes accusent le taux de chômage le plus élevé. Les besoins du marché du travail en région ne sont pas les mêmes que ceux de la région métropolitaine de Montréal.
- Face aux défis que la pénurie de main-d'œuvre et la démographie poseront pour les prochaines années, l'apport de l'immigration économique est indispensable pour la vitalité et la croissance des régions du Québec.

## Recommandation :

- Créer un volet d'immigration régionale dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) ciblant certaines catégories et types d'emplois particulièrement en demande dans chaque région et les arrimer avec les profils des candidates et candidats à l'immigration au Québec.

# Vitalité commerciale



## Contexte :

- Les mesures de confinement pour lutter contre la pandémie, comme le télétravail obligatoire, les restrictions relatives aux activités des restaurants ainsi que l'annulation d'événements culturels, ont eu des répercussions importantes sur la fréquentation des centres-villes.
- L'investissement de 25 M\$ pour la relance des centres-villes annoncé par le gouvernement du Québec en juillet 2021 a eu une portée limitée, puisque ce ne sont que 19 municipalités qui ont pu en profiter.
- Alors que les municipalités de centralité et les cités régionales totalisent plus de 100 municipalités, la majorité de ces villes-centres ont été mises de côté, bien qu'elles aient pourtant elles aussi des enjeux criants en matière de vitalité commerciale.
- Pour relancer nos centres-villes, il est devenu nécessaire de se doter d'une stratégie concertée au niveau national qui permette à des projets économiquement structurants pour ces milieux d'aller de l'avant. Pour y parvenir, il faudra développer des synergies entre les différents efforts déjà investis notamment dans les secteurs du patrimoine, de l'économie sociale, des logements hors marché ou de la rétention de la main-d'œuvre.

## Recommandation :

- Prévoir un financement de 125 M\$ sur 5 ans pour des projets innovants pour la vitalité commerciale des centres-villes.

# Sécurité publique



# Soutien aux services de police municipaux – Formation continue (1 de 2)



## Contexte :

- Le projet de loi n° 18 déposé en décembre 2021 permet notamment au gouvernement de déterminer, par règlement, les obligations de formation continue des policières et des policiers, de même que la formation requise pour exercer certaines fonctions dans un corps de police autre qu'un corps de police spécialisé.
- Avant même la mise en place d'un règlement sur la formation continue des policiers, les coûts de la formation et du temps de formation des policières et des policiers représentaient des coûts majeurs pour les municipalités et les régies de polices qui ont leurs propres services policiers.
- Le projet de loi n° 18 prévoit le versement par le gouvernement d'une contribution annuelle à l'École nationale de police du Québec basée sur la masse salariale des membres des corps de police spécialisés. Cependant, des coûts supplémentaires seront potentiellement occasionnés pour les municipalités et les régies de polices qui ont leurs propres services policiers (remplacement des policiers en formation, déplacements, formations à l'interne, etc.).

## Recommandation :

- Dès l'adoption du projet de loi n° 18, mettre en œuvre une analyse approfondie identifiant, pour les services policiers municipaux, le nombre d'heures annuelles de formation exigées par policier et policière et estimer le coût pour chaque desserte policière.

# Soutien aux services de police municipaux – Caméras personnelles (2 de 2)



## Contexte :

- Le projet de loi n° 18 permet également au gouvernement de prendre des mesures visant à renforcer le lien de confiance entre la population et les corps policiers. Les progrès technologiques favorisent maintenant le recours au port de caméras personnelles par les policiers, ce qui devrait devenir la norme en matière de pratiques policières. Les projets-pilotes menés par la SQ et le SPVM destinés à évaluer la faisabilité opérationnelle et technique de cette pratique vont en ce sens.
- Ces projets-pilotes ont également permis de conclure que les investissements nécessaires pour assurer la validité des informations seront majeurs. En effet, les besoins et les coûts réels en technologies de l'information (logiciels, ressources humaines et espaces de stockage des données) seront élevés, et viendront s'ajouter au coût lié à l'achat de caméras.

## Recommandation :

- Mettre en place un chantier d'évaluation des besoins en équipements et en ressources humaines des services policiers municipaux afin d'équiper chaque patrouilleur d'une caméra personnelle.

# Augmentation de la contribution financière des opérateurs de télécommunication pour le service 9-1-1



## Contexte :

- Depuis 2016, le service 9-1-1 est financé par une taxe de 0,46 ¢/mois (soit 5,52 \$/an) sur les comptes de services de téléphonie, et ce, sans qu'il n'y ait eu d'indexation depuis. Ce montant est perçu par les opérateurs de télécommunication (Vidéotron, Bell, etc.) qui le versent à l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (l'Agence 9-1-1) qui, à son tour, redistribue l'argent aux municipalités visées.
- Avec le déploiement en cours de la technologie 5G et des services de 9-1-1 prochaine génération (PG) dans les prochaines années, l'ajout d'équipements de communication devient nécessaire et induit une pression à la hausse sur les coûts de gestion de l'Agence 9-1-1.
- Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a mis en place un comité ayant pour mandat de documenter les coûts des centres d'urgence ainsi que les coûts associés aux transferts vers les services 9-1-1 PG.

## Recommandations :

- Poursuivre et accélérer la démarche d'évaluation des coûts des Centres d'urgence pour que le comité puisse identifier les impacts financiers spécifiques de l'arrivée du 9-1-1 PG rapidement en 2022.
- Mettre en œuvre le processus de consultation des intervenants concernés par la révision et le processus d'approbation réglementaire qui doit obligatoirement débuter à l'été 2022 pour assurer une mise en œuvre du montant révisé de la taxe pour le service 9-1-1 en juin 2023.





La voix des GOUVERNEMENTS de proximité

Pour toute question :

**Alex Miller-Pelletier** | Analyste des politiques | 514 669-6349 | [amiller@umq.qc.ca](mailto:amiller@umq.qc.ca)

**Samuel Roy** | Conseiller aux politiques | 514 282-7700 poste 236 | [sroy@umq.qc.ca](mailto:sroy@umq.qc.ca)

Union des municipalités du Québec

2020, boulevard Robert-Bourassa, Bureau 210, Montréal (Québec) H3A 2A5

514-282-7700 [umq.qc.ca](http://umq.qc.ca)

A large, light teal-colored graphic consisting of two concentric circles, with the inner circle being a darker shade of blue, positioned to the left of the text.

**Rassembler  
Affirmer  
Accompagner**